

Check upon delivery

Speech

Monique Barbut, Executive Secretary

UNCCD

Symposium "sustainable development, vulnerable development"
10th anniversary of the Ferdi : a birthday for a new step
La Fondation pour les Études et Recherches sur le
Développement International
09 January 2014 to 10 January 2014,
Clermont-Ferrand, France

Développement Durable, Développement Vulnérable

Les 10 ans de la Ferdi : un anniversaire pour une nouvelle étape

Questions (globales et spécifiques) : Le financement international répond-il à la vulnérabilité des pays? Comment le financement international du développement peut-il s'attaquer aux diverses formes de vulnérabilité : économique, sociale, environnementale ?

Message clé : L'investissement de la communauté financière internationale dans la résilience, permettrait la réduction de la vulnérabilité.

Pourquoi la vulnérabilité est-elle un problème ?

À la base, la vulnérabilité est le manque de ressources (naturelles, financières et humaines) qui permettent la gestion des risques et des chocs, à la fois physiques et économiques. Elle représente aussi la perte potentielle de biens essentiels tels que les moyens de subsistance, les entreprises, les infrastructures, l'écosystème ou les finances publiques.

Les vulnérabilités économiques, sociales et environnementales sont étroitement liées.

Selon la Banque Asiatique de Développement, au moins

613 932 personnes à l'échelle mondiale ont perdu la vie entre 2006 et 2010 suite aux catastrophes naturelles. Les pertes annuelles moyennes par habitant s'élevaient à plus de 14 dollars.

Le Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes (SIPC) a publié le Rapport d'évaluation mondial 2013 sur la réduction des risques de catastrophes (GAR13). Celui-ci indique que dans les localités vulnérables exposées aux catastrophes, les pertes directes dues aux inondations, tremblements de terre et sécheresse, depuis le début du siècle, s'élèvent à 1,9 trillions d'Euro.

Lors d'une catastrophe –qu'elle soit naturelle ou liée aux changements climatiques, d'urgence complexe ou à occurrence lente– les individus et les communautés vulnérables font face à une crise majeure.

Réponse systématique

Malheureusement, en mettant l'accent sur la vulnérabilité et les pertes, nous avons tendance à faire face aux conséquences plutôt qu'aux causes profondes du problème. **Nous compensons un choc plutôt que de s'y préparer. Nous faisons trop peu et nous agissons trop tard.**

Alors que la population mondiale passe à 9 milliards d'individus qu'il faudra nourrir, vêtir et loger, **nous devons apprendre systématiquement à gérer la surpopulation, la diminution des ressources et les perturbations climatiques.**

Nous devons comprendre les risques, les migrations forcées et les conflits internationaux afin de mieux nous préparer à les atténuer.

Investir dans la résilience

La résilience est l'opposée de la vulnérabilité.

Elle aide à sécuriser et protéger les biens des individus ou d'une communauté et à mieux répondre à l'augmentation de l'incertitude. Dans les pays à la fois fragiles et vulnérables, la communauté internationale devrait se concentrer sur le renforcement de la résilience.

Le DFID (Département pour le Développement International du Royaume Uni) a fait une étude sur l'économie de la résilience dans cinq pays. Les résultats de l'étude intitulée « Cost Effectiveness of Early Humanitarian Response and Building Resilience (coût-efficacité de la réponse humanitaire précoce et du développement de la résilience) » a indiqué clairement que l'action précoce est, comme les anglophones le disent si bien, un « no-brainer », c'est-à-dire une évidence.

Une réponse rapide et la résilience établie sont beaucoup plus rentables qu'une réponse humanitaire tardive.

Comme exemple, au Kenya, où les données complètes de la perte sont disponibles, les modèles suggèrent une économie de 21 milliards de dollars sur 20 ans (soit une moyenne de 1 milliard de dollars par an).

Par conséquent, la communauté financière internationale a

aussi un rôle à jouer au niveau des politiques économiques nationales. Les économistes ont estimé qu'en Europe, par exemple, chaque Euro dépensé sur le renforcement de la résilience représente 4 Euro de dommages qui pourraient être évités.

Malheureusement, nous n'investissons pas de manière appropriée.

Parmi les 20 premiers pays bénéficiaires d'une aide humanitaire lors de la période 2005-2009, seulement 62 centimes par 100\$ ont été consacrés à la prévention des catastrophes. Le financement la prévention des conflits est encore plus infime.

Certaines communautés ont déjà pris des mesures importantes.

Après avoir eu des difficultés à assurer les importations alimentaires suffisantes pendant l'augmentation des prix des denrées alimentaires (qui a créé des crises sociales dans la plupart des pays du Moyen-Orient) en 2008, le Qatar propose d'établir une Alliance mondiale des pays en zones arides pour réduire sa propre exposition à l'instabilité des prix des denrées alimentaires, de mettre en commun la recherche et de renforcer la sécurité alimentaire et la solidarité entre les pays situés en zones arides.

Comment investir dans la résilience

L'investissement dans la résilience doit commencer à intégrer les **stratégies nationales de développement** qui engagent toutes les parties prenantes (**fonds verticaux inclus**).

Les finances publiques (internationales + nationales) peuvent être le catalyseur.

En effet, ce financement international du développement doit être utilisé pour favoriser l'engagement du secteur privé.

La résilience économique, sociale et environnementale permet à un pays d'être intéressant en tant que lieu d'investissement et de renforcer sa "position sur le marché". La résilience peut assurer des avantages du développement, réduire la perception du risque et augmenter la stabilité.

Les politiques publiques et les réglementations doivent démontrer que la lutte contre la vulnérabilité et l'investissement durable peuvent être rentables.

Si je prends à titre d'exemple la question de la terre sur lequel je travaille actuellement (à la CCD) : un investissement dans la gestion durable des terres (SLM) a une logique d'affaires - avec un taux de rendement de 4 à 10 fois l'investissement. SLM permet également de réduire la vulnérabilité en protégeant la biodiversité, aidant les populations à s'adapter aux changements climatiques tout en assurant l'accès à la nourriture et à l'eau de manière durable.

Il pourrait mieux fonctionner si les incitations à effets pervers du marché (pour des **produits comme les engrais chimiques**) étaient supprimés et si la gouvernance était bien adaptée. La gestion et l'aménagement du territoire (pour l'agriculture, la

ylviculture, l'élevage et d'autres utilisations des terres) par exemple devrait être coordonnée à plus grande échelle.

Tout cela nous oblige à voir au-delà de nos «silos» traditionnels.

Si les gouvernements nationaux (et la finance internationale) ont une vision claire et fournissent **la bonne politique et les réglementations adéquates, le secteur privé serait prêt à investir dans les pays et les communautés qui sont actuellement perçus comme vulnérables.**

Réduire les risques pour l'investissement en fournissant un environnement plus stable avec un meilleur cadre politique aidera les zones vulnérables à se transformer.

Cela pourrait signifier, par exemple:

- Des évaluations des risques (de catastrophe)
- Une approche globale des stratégies de financement des risques de catastrophe avec des instruments de financement des risques (sécheresse ou les modèles d'assurance-récolte, etc.)
- Des programmes publics de soutien financier pour la réduction des risques et la gestion des risques résiduels.

La protection de nos ressources essentielles est l'investissement le plus rentable que ce soit sur le plan national ou international.

C'est un moyen judicieux d'utiliser les financements internationaux pour réduire la vulnérabilité des pays.

Key message: By investing in resilience the international community can protect and develop vital assets for future development and reduce vulnerability.

Why does vulnerability matter?

At its most basic, vulnerability is the **lack of resources** (natural, financial and human) **to allow a recovery from and management of hazards and shocks** – both physical and economic. It is also the **potential for loss**: a loss in crucial assets such as lives/livelihoods, business, property, infrastructure, ecosystem/environment, public finance.

Economic, social and environmental vulnerability are intimately linked.

The Asian Development Bank found that as a consequence of natural hazards alone, between 2006 and 2010, globally at least 613, 932 people lost their lives. The average annual losses per capita were more than 14 US\$¹.

And recently, the UN Office for Disaster Risk Reduction (UNISDR) published the 2013 Global Assessment Report on Disaster Risk Reduction (GAR13). It found that in disaster-prone, vulnerable locations the direct losses from floods, earthquakes and drought alone since the turn of the century are in the range of 1.9 trillion euros.

When disaster strikes – it does not matter whether it is a natural or climate change related disaster or a complex, slow-

¹ Asian Development Bank: Investing in resilience: ensuring a disaster-resistant future. Asian Development Bank, 2013.

moving emergency - vulnerable individuals and communities² lose assets and can be pushed “over the edge”.

Systematic Response

However, by focusing on vulnerability and losses, we tend to get trapped into funding and addressing the consequences rather than the root causes of the problem. We compensate for shock rather than preparing for it. **We do too little and we act too late.**

As we move to a world of 9 billion people – that we will need to feed, clothe and house - we need to learn how to deal with and manage more overcrowding, greater resource-constraints and climate disruption **systematically**. Understanding the risks - up to and including forced migrations and international conflict – and preparing early to mitigate these.

Investing in Resilience

Resilience is the flipside of vulnerability. It helps people and systems to secure and protect their assets and respond to increased uncertainty. In both fragile and vulnerable countries, international finance should focus on building resilience.

DFID examined the economics of resilience building in five countries. The results of the study “*Cost Effectiveness of Early Humanitarian Response and Building Resilience*” clearly

² Pushed to the margins of society often as a direct consequence of poverty, the “vulnerable” (individuals or countries) are prone to ill-health; they tend to be faced with higher rates of unemployment; economic uncertainty; food insecurity and violence (IFRC)². IFRC: <http://www.ifrc.org/en/what-we-do/disaster-management/about-disasters/what-is-a-disaster/what-is-vulnerability/>

indicated that **early action is (as the Anglophone’s put it!) a “no brainer”³**.

Early response and resilience are far more cost effective than late humanitarian response. The benefits of investing in resilience consistently outweigh the costs, yielding benefits ranging from \$2.3 to \$13.2 for every dollar invested.

As an example, in Kenya, where comprehensive loss data is available, models suggest early response/resilience building would save \$21b over 20 years (or an average of \$1bn per year).

And while international financing certainly has a role to play - there is a clear domestic, economic rationale here too. Economists have estimated that, **across Europe for example, every €1 spent on increasing resilience now could yield €4 in damages avoided⁴**.

Unfortunately, we are not yet investing appropriately.

Funding for emergency preparedness continues to fall far short of need. In the top 20 humanitarian recipient countries over the period 2005-2009, just 62 cents out of every \$100 was spent on disaster prevention and preparedness.

³ The study began in Kenya and Ethiopia and then added Bangladesh, Mozambique and Niger. The research compared three scenarios in a drought prone area: 1) the costs of a humanitarian intervention; 2) early response taken when warning of an imminent drought was identified, and; 3) investment in long term activities to build resilience to cope with drought. Broadly speaking, investment in early response and/or building the resilience of communities to cope with risk in disaster prone areas is more cost-effective than meeting the costs of a humanitarian response. The report found that benefit to cost ratios varied between £2.30 benefit generated for every £1 spent in Niger up to £55.90 for each £1 in Mozambique.

⁴ UK National Adaptation Plan

Structures and funding for conflict preparedness lag even further behind⁵.

Some communities are already taking action - though.

After struggling to secure adequate food imports during the food price hikes of 2008 (that led to social unrest in much of the middle-east), **Qatar moved to establish the Global Drylands Alliance**⁶ to reduce its own exposure to food price volatility, to pool research efforts and to strengthen food security and solidarity among arid countries.

Investing in Resilience

Across the board, the investment in resilience needs to start happening now as part of wider national development strategies (integrating the vertical funds) that engage all stakeholders.

I see public (international + domestic) finance as the lever or catalyst.

In particular, this international development financing must be used to engage the private sector.

Economic, social and environmental resilience makes a country interesting as an investment location; strengthening a “market position”. Resilience can secure development gains; lower the perception of risk and increase stability. Public policy and regulation needs to give the right signals:

⁵ Katie Harris/ The Overseas Development Institute: Finance for emergency preparedness: links to resilience, p. 1

⁶ <http://www.qnfsp.gov.qa/>

that combatting vulnerability and investing sustainably makes business sense and can even be profitable.

If I take the issue of land (at UNCCD) on which I am currently working, as an example: an investment in Sustainable Land Management (SLM) makes business sense – with rates of return of 4-10 times the investment. SLM also reduces vulnerability by protecting biodiversity, helping populations adapt to climate change while securing access to food and water, sustainably.

It works best if perverse market incentives (for things like chemical fertilizers) are removed and governance is fit for purpose. Land management and planning (for agriculture, forestry, livestock and other land uses) for example needs to be coordinated at larger “landscape” scale.

All of this requires us to see beyond our traditional “silos”. Despite the very obvious relationship between productive land and food production or between land use techniques and climate change resilience, numerous funding streams and mechanisms (both with international and domestic finance) that target issues like climate change or food and water security are barely linked to land management and land use planning at all.

When **national governments (and international finance) have a clear vision and provide the right policy and incentives**, the private sector will be willing to invest in countries and communities that are currently perceived as vulnerable. Reducing risks for investment by providing a

more stable environment with a better policy framework will help once vulnerable areas transform.

This might mean disaster risk or vulnerability risk assessments being undertaken for new investments in their countries. Or a comprehensive disaster risk financing strategies with risk financing instruments (drought or crop insurance models etc) or public programs of financial support for community and local investment in risk assessment, risk reduction, and residual risk management.

Preparedness and the protection of our crucial assets is the smart, cost-effective way to invest – domestically and internationally. It is the sensible use of international financing to reduce the vulnerability of countries.